

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AFR 25/008/2004 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 180/04 (AFR 25/006/2004 du 21 mai 2004)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE / ARRESTATIONS ARBITRAIRES PRISONNIERS D'OPINION

ÉTHIOPIE

**Diribi Demissie (h), président de l'association *Mecha Tulema*
Gemechu Feyera (h), vice-président de *Mecha Tulema*
Sentayehu Workneh (h), trésorier de *Mecha Tulema***

ainsi que huit étudiants de l'université d'Addis-Abeba :

**Augna Daba (h)
Alemayehu Gerba (h)
Bekuma Yemdo (h)
Bilisuma Debare (h)
Kebebo Bobassa (h)
Milkessa Dandana (h)
Talila Bulbula (h)
Tolessa Debella (h)**

deux élèves d'un institut pédagogique :

**Bayissa Belay (h)
Ebissa Melaku (h)**

deux étudiants en commerce :

**Legesse Yebetu (h)
Teshale Tesfaye (h)**

et deux élèves d'un établissement d'enseignement technique :

**Bogale Shifferaw (h)
Zewdu (h) (nom de famille inconnu)**

Londres, le 19 juillet 2004

Diribi Demissie, Gemechu Feyera, Sentayehu Workneh et les 14 autres membres de l'ethnie oromo nommés ci-dessus ont été arrêtés le 18 mai, ou autour de cette date, dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Ils sont actuellement détenus au secret au département central d'enquêtes (également connu sous le nom de *Maikelawi* ou de 3^e poste de police), où certains auraient subi des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Ces hommes sont soupçonnés d'être impliqués dans une attaque à la grenade, survenue le 29 avril à l'université d'Addis-Abeba, et qui a coûté la vie à un étudiant. Les étudiants sont accusés d'avoir participé à l'attentat, tandis que les responsables de l'association *Mecha Tulema* sont suspectés d'avoir rassemblé des fonds pour l'attaque. Un certain nombre d'autres explosions ont eu lieu, et les autorités ont imputé ces faits au Front de libération oromo (FLO), un groupe d'opposition armé, qui a nié toute participation dans les attentats.

Les 17 Oromo nommés ci-dessus ont été traduits en justice mais, à la connaissance d'Amnesty International, ils n'ont pas encore été formellement inculpés. L'organisation estime que Diribi Demissie, Gemechu Feyera et Sentayehu Workneh sont des prisonniers d'opinion, car les accusations portées contre eux concernent uniquement les fonds qu'ils ont réunis pour aider quelque 300 étudiants oromo de l'université d'Addis-Abeba, exclus après des manifestations et des troubles qui s'étaient déroulés dans cet établissement.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces hommes ont été appréhendés après plusieurs mois marqués par des manifestations et des vagues d'arrestations de membres de l'ethnie oromo (une des « nationalités » les plus représentées en Éthiopie) dans la région d'Oromia et à Addis-Abeba. Les manifestants protestaient contre une décision du gouvernement fédéral prévoyant le transfert des bureaux de la région administrative d'Oromia (qui se trouvaient jusque-là à Addis-Abeba) dans la ville d'Adama (également connue sous le nom de

Nazret), située au sud-est de la capitale, à une centaine de kilomètres. Les Oromo estiment que ce transfert est contraire à leurs intérêts. Si certains d'entre eux ont été remis en liberté, beaucoup sont toujours détenus sans avoir été jugés, ni même inculpés. Plusieurs autres Oromo pourraient, à l'instar de nombre de ces manifestants, avoir été arrêtés pour des raisons d'opinion. Certains ont des liens avec *Mecha Tulema* : Legessa Yedeta (h), Dechassa Benti (h) et Shane Korma (h), membres du comité de gestion de l'association, Legesse Detti (h), ancien secrétaire, ainsi qu'Ayelew Itissa (f) et Jigas Abdeta (h), employés de bureau, et d'autres membres de cette organisation. On compte également parmi les personnes appréhendées Dabassa Wakjira (h) et Shifferaw Insemu (h), journalistes de la télévision d'État en langue oromo accusés d'avoir communiqué des renseignements au Front de libération oromo (FLO) ; Derare Abdissa (h), membre d'une autre organisation d'aide aux Oromo ; ainsi que plusieurs autres étudiants de l'université d'Addis-Abeba. Ashebir Kebede (h), Lelisse Timkata (f), et Fikreselassie Bulcha (h), de *Hundee*, une ONG œuvrant dans le domaine du développement, ont quant à eux été libérés.

Mecha Tulema, principale association d'aide aux Oromo, n'a eu de cesse de nier les accusations portées contre elle, au sujet du soutien qu'elle est soupçonnée d'apporter au FLO. Certains ordinateurs et autres équipements de cette organisation ont été saisis, et son compte bancaire bloqué. À la mi-juillet, le ministère de la Justice a fermé les bureaux de l'association sous prétexte qu'elle avait pris part à des activités politiques.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Diribi Demissie, Gemechu Feyera et Sentayehu Workneh, responsables de *Mecha Tulema*, qu'Amnesty International considère comme des prisonniers d'opinion n'ayant ni prôné ni utilisé la violence ;

– exhortez les autorités à permettre à tous les détenus nommés ci-dessus d'entrer en contact avec leurs proches, de bénéficier de soins médicaux et de s'entretenir avec des avocats ainsi qu'avec des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), organisation qui effectue des visites dans les prisons éthiopiennes ;

– engagez les autorités à ouvrir de toute urgence des investigations sur les privations de liberté arbitraires auxquelles sont soumis d'autres responsables ou ex-responsables de *Mecha Tulema*, notamment Dechassa Benti, Legesse Detti et Shane Korma, ainsi que d'autres personnes également détenues au secret sans inculpation (nommez quelques-unes des personnes citées ci-dessus) ; demandez-leur instamment de les traduire sans délai devant une instance judiciaire et de les inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi ou de les libérer immédiatement.

APPELS À :

Premier ministre :

His Excellency Meles Zenawi
Prime Minister
Office of the Prime Minister
P O Box 1031
Addis Ababa, Éthiopie
Fax : +251 1 552 020

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Justice :

Mr Harke Haroye
Minister of Justice
Ministry of Justice
P O Box 1370
Addis Ababa, Éthiopie
Fax : +251 1 520874

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Responsable de la police au niveau fédéral :

Mr Workneh Gebeyehu
Commissioner of Police
Ministry of Federal Affairs
P O Box 5068
Addis Ababa, Éthiopie
Fax : +251 1 552 020

Formule d'appel : *Dear Commissioner*, / Monsieur,

COPIES À :

Directeur de la Sécurité :

Mr Getachew Assefa
Head of Security
Office of the Prime Minister
PO Box 1031, Addis Ababa
Éthiopie
Fax : +251 1 552 020

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 16 AOÛT 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.